



# COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION FORBACH PORTE DE FRANCE

## Plan Climat Air Énergie Territorial : Programme d'actions

Ce rapport a été rédigé avec la collaboration de :

Objet de l'indice	Date	Indice	Rédaction Nom / signature	Vérification / Validation Nom / signature
Création du rapport	25/08/2023	01	Manuel RAQUIL	Manuel RAQUIL

Numéro de contrat / de rapport :	RÉFÉRENCE ?-01
Numéro d'affaire :	A56893
Domaine technique :	ER07

Réf : CICENE212163 - THH / MARA  
BURGEAP Agence Centre-Est • 9B, rue du Parc – 67205 Oberhausbergen

## Table des matières

<a href="#">Rénovation du parc tertiaire public, privé (soumis ou non aux obligations réglementaires) et du parc industriel</a> .....	3
<a href="#">Rénovation de l'habitat (privé et public)</a> .....	4
<a href="#">Développer les énergies renouvelables (EnR)</a> .....	5

Rénovation du parc tertiaire public, privé (soumis ou non aux obligations règlementaires) et du parc industriel

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe ENCOURAGER L'EFFICACITE ENERGETIQUE ET LES ENERGIES RENOUVELABLES	<b>Secteur ciblé</b>	<input type="checkbox"/> Résidentiel <input checked="" type="checkbox"/> Tertiaire <input type="checkbox"/> Transports <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Maîtrise de l'Énergie <input type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input checked="" type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input type="checkbox"/> Ménages <input checked="" type="checkbox"/> Entreprises <input type="checkbox"/> Associations <input type="checkbox"/> Agriculteurs <input checked="" type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

Contexte

Bien que le territoire ait une base industrielle historique, son économie est désormais largement tertiairisée (80%), ce qui en fait la première source d'emplois de CAFPF, avec environ 3000 établissements tertiaires, dont une majorité de commerces. Le nombre d'établissements tertiaires et d'ailleurs en augmentation sur la période 2008-2018.

Le secteur tertiaire, qui inclut les administrations, représente 8% des émissions de GES et 13% des consommations d'énergie sur le territoire (source PTRTE). Le chauffage des bâtiments représente une part prépondérante de ces consommations. La rénovation du parc bâti via notamment une isolation et un chauffage de qualité sont donc des leviers pour améliorer la sobriété et faire baisser ces consommations énergétiques. La climatisation et l'éclairage public sont des consommations qui augmentent particulièrement et qui doivent faire l'objet d'attention particulière.

L'objectif ici est d'élaborer une stratégie patrimoniale transversale permettant d'assurer le juste niveau d'entretien-maintenance et de gros entretiens renouvellement (GER) des bâtiments publics et de déployer des travaux de performance énergétique et de poursuivre les efforts réalisés jusqu'à présent par la collectivité. Réduire régulièrement la consommation électrique de l'éclairage public, malgré une hausse du nombre de points lumineux induits par le développement urbain. Faire bénéficier aux communes de l'agglo de l'ingénierie mise en place. Utiliser le levier de la commande publique pour favoriser la diffusion des bonnes pratiques dans les entreprises. Et enfin mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire afin de créer une dynamique collective permettant de répondre aux enjeux du PCAET.

Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

1	Recruter un CEP (Climaxion) ou un Econome de Flux (programme ACTEE) pour réaliser un diagnostic du patrimoine et des équipements de l'Agglomération et des 21 communes ; élaborer un programme d'action visant l'amélioration de la performance énergétique (éclairage, panneaux PV, déstratificateurs d'air, chauffage, etc.) et mettre en œuvre le décret tertiaire
2	Mettre en place une clause environnementale avant qu'elle ne soit obligatoire dans les marchés publics (ex matériaux biosourcés etc.) – Former les services MP
3	Identifier les entreprises concernées par des réglementations (audits énergétiques, plan de mobilité, RSE, décret tertiaire) - Promouvoir l'efficacité énergétique et les EnR – proposer de les accompagner (mieux connaître leurs besoins prioritaires, identifier les postes de consommation, explorer la piste des CEE à valoriser, etc.)

Indicateurs, Calendrier & budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1	ADEME REGION GE Communes		CEE Fonds chaleur ADEME Programme ACTEE Dotation soutien investissement local (DSIL) FEDER CLIMAXION	Recrutements (nb ETP) Communes diagnostiquées (nb, communes) Rénovations énergétiques engagées (nb) Surface de bâtiment rénovée (m <sup>2</sup> ), Consommations énergétiques et des émissions de GES du patrimoine, Economies financières réalisées (€), Production d'énergie renouvelable (kWh).
2	REGION GE CCI 57 CMA 57		Région réseau marchés publics ENVIROBAT Grand Est : recense fabricants matériaux biosourcés	Marchés passés avec des dispositions spécifiques liées aux enjeux climat-énergie (nb) – critères d'efficacité énergétique, d'analyse du cycle de vie
3	Région GE CCI 57 CMA 57 ADEME		Budget : Animation interne CEE Région finance postes CCI et CMA + intervient sur plans de mobilité	Entreprises concernées par réglementation accompagnées (nb) Entreprises non concernées par réglementation accompagnées (nb) Entreprises intéressées par le développement de projets d'EnR (solaire, etc.) (nb) ; Actions de sensibilisation (nb), Diagnostics/sondages (nb) Projets EnR (nb) – Production EnR (kWh) – Economie financière (€)

Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Consommation d'énergie finale du secteur tertiaire (GWh)</li> <li>– Emissions de GES (tCO2e)</li> <li>– Consommation d'énergie par source (GWh)</li> <li>– Part du parc tertiaire réhabilité en BBC (nb, %)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Consommation d'énergie par habitant dans le secteur tertiaire (MWh/hab)</li> <li>– Qualification énergétique du bâti (% des classes énergétiques)</li> <li>– Pouvoir de réchauffement global (PRG/hab)</li> </ul>

## Rénovation de l'habitat (privé et public)

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe ENCOURAGER L'EFFICACITE ENERGETIQUE ET LES ENERGIES RENOUVELABLES	<b>Secteur ciblé</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Résidentiel <input type="checkbox"/> Tertiaire <input type="checkbox"/> Transports <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Maîtrise de l'Énergie <input type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input checked="" type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input type="checkbox"/> Ménages <input checked="" type="checkbox"/> Entreprises <input type="checkbox"/> Associations <input type="checkbox"/> Agriculteurs <input type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

## Contexte

Le secteur Résidentiel est responsable de 41% des émissions de GES et 52% des consommations énergétiques (source PTRTE). Ce secteur est le 1er poste le plus émetteur de particules fines et de composés organo-volatils. Cela est dû à du chauffage au bois peu performant. Ces polluants ont un impact sur la santé des habitants exposés (irritations et altération des fonctions respiratoires, substances cancérigènes, mortalité pour causes respiratoires ou cardiovasculaires). La modernisation du système de chauffage et sensibilisation sur les gestes à avoir sont des actions à mener.

La consommation énergétique a également un coût financier pour les ménages du territoire : 1 900 €/an en moyenne (chauffage, éclairage, eau chaude sanitaire, climatisation, électricité spécifique). Ainsi, 34% des ménages sont en situation de vulnérabilité énergétique sur le territoire, dont 39% des retraités.

L'ambition ici est d'augmenter le taux de rénovation des logements et de copropriétés, d'accompagner les ménages les plus fragiles à participer à la réduction de la consommation énergétique de leurs logements, de sensibiliser les propriétaires bailleurs ou fragiles à réaliser des travaux permettant la réduction de la facture énergétique des ménages vivant dans le logement et d'utiliser le levier de la commande publique pour favoriser la diffusion des bonnes pratiques dans les entreprises.

## Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

1	Réaliser une thermographie du territoire pour cibler les passoires thermiques et identifier les logements chauffés fioul
2	Mener des actions pédagogiques et de sensibilisation à la sobriété afin de maîtriser sa facture énergétique (balades thermiques, sensibilisation aux écogestes, suivi de ses consommations, régulation de la température à l'intérieur des logements, sensibilisation – acculturation de la température (à 20°C certains ont froid) – confort d'été avec prescription lors des constructions (écran végétal annuel permettant un ombrage l'été et un ensoleillement l'hiver) – ateliers d'autoconstruction comme les magasins de bricolage, etc.)
3	Inciter et accompagner les ménages dans la rénovation de leur logement (OPAHs + programme SARE)
4	Inciter les bailleurs sociaux à mettre en place une clause environnementale avant qu'elle ne soit obligatoire dans les marchés publics (ex matériaux biosourcés, orientation des constructions, etc.)- former les services MP
5	Poursuite de la dynamique de rénovation énergétique des logements sociaux (NPNRU et hors NPNRU)
6	Structuration et soutien de la filière locale de la construction durable et de la rénovation énergétique via les artisans (avec le CMA) – comprenant les matériaux biosourcés, offre artisans/pros – ex MHP Sarrebourg ou Epinal

## Indicateurs, Calendrier &amp; budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1 CAFPF MHP	GRDF		Animation interne Conventionnement possible avec financement GRDF	Réalisation des études
2 CAFPF MHP	France Renov' ADIL SEM OKTAVE CALM Communes		Animation interne de x ETP (poste CEP) ? + communication de x €/	Actions (nb), Ménages sensibilisés/accompagnés (nb), balades thermiques (nb)
3 CAFPF MHP	France Renov' ADIL ANAH SEM OKTAVE CALM REGION GE		Subventions aux particuliers de x €/an	Rénovations accompagnées (nb), Economie d'énergie (KWh ou saut de classe énergétique) Economie financière (€), Parc résidentiel réhabilité en BBC (nb logements, %) Ménages en précarité énergétique conseillés (nb) Enveloppe ANAH octroyée (€) + subventions autre qu'ANAH. Montant travaux (€) dont travaux par entreprises locales (€, %).
4 CAFPF ANRU				Marchés passés avec des dispositions spécifiques liées aux enjeux climat-énergie (nb) – critères d'efficacité énergétique, d'analyse du cycle de vie
5 CAFPF ANRU			ANRU ?	Rénovations (nb) Montant travaux (€) dont montant travaux avec entreprises locales (€, %)
6 CAFPF MHP	CMA57			Artisans labellisés RGE (nb) Labellisés repar'acteurs (CMA57) (nb) Labels éco-défis (nb) SARE-CEE

## Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Consommation d'énergie finale du secteur résidentiel, totale par source, par habitant ou par ménage (GWh)</li> <li>– Emissions de GES (tCO2e)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Impact sur le patrimoine et les paysages</li> <li>– Qualification énergétique du bâti (% des classes énergétiques)</li> </ul>

## Fiche-Action

### Développer les énergies renouvelables (EnR)

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe ENCOURAGER L'EFFICACITE ENERGETIQUE ET LES ENERGIES RENOUVELABLES	<b>Secteur ciblé</b>	<input type="checkbox"/> Résidentiel <input type="checkbox"/> Tertiaire <input type="checkbox"/> Transports <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Industrie <input checked="" type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Maîtrise de l'Énergie <input checked="" type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Ménages <input checked="" type="checkbox"/> Entreprises <input checked="" type="checkbox"/> Associations <input checked="" type="checkbox"/> Agriculteurs <input checked="" type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

#### Contexte

La dépense énergétique de l'agglo, tous acteurs confondus, s'élève à 147 M€/an, pour 1 466 GWh consommés par an. 92% de l'énergie consommée sur le territoire est importée et n'apporte donc pas de bénéfices locaux. La production énergétique locale renouvelable représente 117 GW/an soit 8% de la consommation, 11,76 M€/an sont ainsi réinjectés sur le territoire.

La production d'énergie renouvelable sur le territoire a donc vocation à se renforcer, que ce soit pour des raisons économiques ou environnementales. Cette production peut être destinée à l'autoconsommation comme elle peut être exportée hors du territoire sous forme d'électricité sur le réseau ou de biogaz injecté.

#### Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

1	Développer l'électricité verte (Projet PV en cours Simon 1 et2 et carrière Simon (Schoeneck), Ferme solaire à Forbach, Valoriser les toitures des bâtiments – étude CDC Habitat en cours, Développer un projet de volant d'inertie) énergies vertes (gaz vert, biométhane des STEP, électricité verte, etc.)
2	Développer la chaleur renouvelable
3	Développer le biogaz/biométhane (l'identification des gisements/le développement de la production via méthanisation-SYDEME, méthanisation agricole, méthanisation STEP)
4	Développer le biocarburant (bioGNV produit par le SYDEME)
5	Encourager l'autoconsommation collective
6	Développer des projets de stockage de l'énergie

#### Indicateurs, Calendrier & budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1	CAFPF CA 57 ENEDIS		Fonds chaleur ? DSIL ? CEE ?	Centrales solaires (nb) et puissance installée / Ombrières solaires installées (nb) et puissance. Taux de production d'électricité renouvelable sur le territoire (%). Production d'électricité d'origine renouvelable (MWh).
2	CAFPF			Projets chaleur renouvelable (nb) Taux de production d'énergie renouvelable pour la chaleur (%) Production de chaleur renouvelable (MWh)
3	CAFPF GRDF SYDEME			Projets gaz renouvelable (nb) Taux de production d'énergie renouvelable pour le gaz (%) Production de gaz renouvelable (MWh)
4	SYDEME ? GRDF SYDEME			Projets carburant renouvelable (nb) Taux de production d'énergie renouvelable pour le carburant (%) Production de carburant renouvelable (MWh)
5	Communes GRDF CENTRALE VILLAGEOISE SPICHEREN			Projets d'autoconsommation collective (nb)
6	CAFPF			Projets de stockage (nb) – Capacité de stockage (MWh)

#### Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Production d'énergie finale EnR par filière (GWh)</li> <li>– Emissions de GES (tCO2e)</li> <li>– Taux de couverture EnR de la consommation énergétique (%)</li> <li>– Emissions de polluants atmosphériques (t)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Surface artificialisée (ha, %)</li> <li>– Espèces patrimoniales faune et flore (nb)</li> <li>– Pollutions des sols</li> <li>– Pollution des eaux</li> </ul>

## Table des matières

<a href="#">Développer le co-voiturage</a> .....	7
<a href="#">Développer les mobilités actives</a> .....	8
<a href="#">Poursuivre le déploiement du schéma IRVE</a> .....	9
<a href="#">Développer l'attractivité des transports en commun</a> .....	10
<a href="#">Tendre vers une organisation de la mobilité plus durable</a> .....	11
<a href="#">Limiter l'impact carbone lié aux déplacements des agents et des élus</a> .....	12

## Développer le co-voiturage

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe SE DEPLACER AUTREMENT	<b>Secteur ciblé</b>	<input type="checkbox"/> Résidentiel <input type="checkbox"/> Tertiaire <input checked="" type="checkbox"/> Transports <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Maîtrise de l'Énergie <input type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input checked="" type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Ménages <input checked="" type="checkbox"/> Entreprises <input type="checkbox"/> Associations <input type="checkbox"/> Agriculteurs <input type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

## Contexte

D'après le diagnostic du PCAET, le transport routier est le 1<sup>e</sup> secteur émetteur de gaz à effet de serres sur le territoire de la CAFPF en 2018, étant responsables de 35% des émissions de GES. Il fait également partie des principales sources de pollution de l'air, et étant par exemple le 1<sup>e</sup> émetteur de oxydes d'azote (48% des émissions de ce polluant) et le 2<sup>e</sup> émetteur de particules fines (PM10) et très fines (PM2,5), étant responsable respectivement de 16% et 15% des émissions de ces polluants.

89% des déplacements domicile-travail sont effectués en voiture, avec un faible taux d'occupation par véhicule moyen, ce qui signifie qu'il reste de la place inexploitée dans les véhicules. Pour encourager les habitants à partager leurs voitures, il est nécessaire de mettre en place des outils pour faciliter les rencontres en covoitureurs potentiels et rendre le covoiturage attractif.

Le covoiturage représente un potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre associées aux transports important, et ce via des mesures techniques faciles à mettre en place à court terme, et nécessitant un faible investissement par rapport à d'autres solutions alternatives (transports en commun notamment). La création d'aires de covoiturage est nécessaire afin d'inciter les potentiels utilisateurs à franchir le pas. Cependant, la structuration du réseau de covoiturage est déterminante afin de faciliter la rencontre entre conducteurs et passagers pour les trajets courte distance (domicile-travail particulièrement). Les aires sont utiles pour sécuriser le stationnement des véhicules, en évitant tous les dangers liés au trafic. Grâce à la signalétique, le covoiturage s'installe plus facilement dans le paysage visuel des automobilistes et aussi dans la cartographie du territoire.

## Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

- 1 Création d'aires sécurisées équipées d'arceaux pour vélo, de box sécurisés et de caméras de surveillance.
- 2 Mise en place d'une application et incitations financières pour favoriser le déplacement domicile-travail

## Indicateurs, Calendrier &amp; budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1	CAFPF		Versement mobilité ? Acct-Air de l'ADEME ? DSII ?	Places de covoiturage (nb), Taux moyen d'occupation des véhicules (%)
2	CAFPF		DETR ? FEDER ? CEE ? Région GE (Thomas MEYER) ?	Utilisateurs passager et conducteurs (nb) Indicateurs Klaxit Part modale de la voiture individuelle (%) Flux de véhicules sur le trafic routier (nb de passage)

## Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Consommation d'énergie finale des transports (GWh)</li> <li>– Consommation d'énergie par habitant ou par ménage (MWh/hab ou MWh/ménage)</li> <li>– Emissions de GES des transports (GWh)</li> <li>– Pouvoir de réchauffement global par habitant (PRG/hab)</li> <li>– Emissions de polluants atmosphériques (dont NOx) (t)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Evolution des temps de parcours en transports (heures)</li> <li>– Part modale du covoiturage dans le PTU (%)</li> <li>– Part modale des déplacements domicile-travail (%)</li> </ul>

## Développer les mobilités actives

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe SE DEPLACER AUTREMENT	<b>Secteur ciblé</b>	<input type="checkbox"/> Résidentiel <input type="checkbox"/> Tertiaire <input checked="" type="checkbox"/> Transports <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Maîtrise de l'Énergie <input type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input checked="" type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Ménages <input checked="" type="checkbox"/> Entreprises <input type="checkbox"/> Associations <input type="checkbox"/> Agriculteurs <input type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

## Contexte

D'après le diagnostic du PCAET, les transports représentent 25% des consommations énergétiques, plus d'un tiers des émissions de GES et une part importante de la pollution atmosphérique. Cette consommation occasionne une facture énergétique qui a également un coût pour les ménages : 36,75 M€ en moyenne par an de carburant. Parmi les habitants, 34% sont en situation de précarité énergétique.

Sur les déplacements domicile travail, plusieurs communes du territoire ont des administrés qui effectuent des distances médianes de moins de 9km. Pour d'autres communes, la distance médiane est inférieure à 12km. Ces déplacements pourraient s'effectuer par des modes doux comme le vélo. Cependant, il est nécessaire de sécuriser ces trajets pour permettre aux habitants de les réaliser dans de bonnes conditions, de fournir des services et encourager cette pratique. Notre cadre de vie influence notre santé et notre bien-être, la planification et l'aménagement du territoire sont donc des leviers importants pour agir sur la qualité de nos environnements, qui sont étroitement liés à la réduction des pathologies telles que les maladies chroniques, l'obésité, l'asthme, les troubles de la santé mentale, etc. La thématique de l'urbanisme favorable à la santé est abordée dans le cadre de la préparation du 4ème Plan régional santé-environnement Grand Est. Une attention particulière sera accordée aux orientations qui seront inscrites à ce titre dans le PRSE 4.

Aujourd'hui, 4% des déplacements sur le territoire sont effectués en deux-roues, une part qui laisse une grande marge de progression.

## Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

1	Développer un service de location de vélos (dont des vélos cargo) pour les déplacements quotidiens (domicile-travail) sur plusieurs zones (OT, agence commerciale Forbus, Burghoff) avec tarification solidaire
2	Mise en place d'aménagements sécurisés pour les cyclistes - Démarrer les réflexions sur un 3è schéma cyclable parallèlement à la mise en œuvre du 2 <sup>nd</sup> ciblé sur les établissements scolaires et sites sportifs + aménagements cyclables lors des rénovations de chaussée (Art.L.228-2 du Code de l'Environnement)
3	Proposer une aide financière pour l'acquisition de VAE + bornes de recharge VAE ?
4	Participation annuelle au défi « à l'école, au boulot, j'y vais autrement » - FA15 CLS
5	Installation d'abris vélos connectés
6	Réalisation d'une étude pilotée par le CEREMA axée sur le développement du vélo utilitaire en ville

## Indicateurs, Calendrier &amp; budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1	CAFPF	OT	Versement mobilité ? Acct-Air de l'ADEME ?	Vélos loués (nb) Distance parcourue (km) Evolution du trafic auto et cycliste
2	CAFPF	Communes	DSII ? DETR ?	Distance aménagée (km) + aménagements (nb)
3	CAFPF		FEDER ? CEE ?	Vélos financés (nb)
4	CAFPF		ALVEOLE + ?	Participation défi (%) + distance parcourue (km)
5	CAFPF		X € par an pour pistes cyclables	Abri vélo (nb) et utilisation (%)
6	CAFPF	CEREMA	Subvention VAE : 250 €/ménage – enveloppe annuelle de x €	Réalisation de l'étude

## Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consommation d'énergie finale des transports (GWh)</li> <li>- Emissions de GES des transports (GWh)</li> <li>- Emissions de polluants atmosphériques (dont NOx) (t)</li> <li>- Consommation d'énergie par habitant (MW/hab)</li> <li>- Pouvoir de réchauffement global par habitant (PRG/hab)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Evolution des temps de parcours en transports (heures)</li> <li>- Part modale du vélo dans le PTU (%)</li> <li>- Part modale des déplacements domicile-travail (%)</li> </ul>

## Fiche-Action

### Poursuivre le déploiement du schéma IRVE

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe SE DEPLACER AUTREMENT	<b>Secteur ciblé</b>	<input type="checkbox"/> Résidentiel <input type="checkbox"/> Tertiaire <input checked="" type="checkbox"/> Transports <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Maîtrise de l'Énergie <input type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input checked="" type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Ménages <input type="checkbox"/> Entreprises <input type="checkbox"/> Associations <input type="checkbox"/> Agriculteurs <input checked="" type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

#### Contexte

D'après le diagnostic du PCAET, le secteur du transport routier constitue le 2<sup>e</sup> secteur le plus émetteur (derrière l'habitat), sur le territoire de la CAFPF. En effet, il est responsable de plus d'un tiers (35%) des émissions de gaz à effet de serre (GES). Sur le territoire de la CAFPF, le trafic routier est composé à 99% de véhicules légers (principalement, voitures individuelles et véhicules utilitaires). Ces émissions s'expliquent par le poids majoritaire des véhicules thermiques dans le parc de véhicules sur le territoire (99,9% - les véhicules à faibles émissions représentant donc seulement 0,1% du parc en 2018). La substitution des motorisations thermiques par de l'électrique peut constituer une solution pertinente pour atténuer le dérèglement climatique, à condition qu'elle advienne après les réflexions relatives à la sobriété et que les besoins de transports en véhicule personnel aient donc été réduits au minimum. Pour rendre cette substitution viable et envisageable, il est alors nécessaire de doter le territoire d'un maillage d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) – aussi communément appelées bornes électriques –, permettant la recharge des véhicules dans de bonnes conditions en-dehors des foyers. Dans ce contexte, la CAFPF souhaite déployer les IRVE sur son territoire.

#### Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

1	Réalisation de Phase 3 du déploiement des IRVE pour un total de 16 : infrastructures/installations de bornes + communication/sensibilisation
2	Déploiement du schéma complémentaire : infrastructures/installations de bornes + communication/sensibilisation

#### Indicateurs, Calendrier & budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1	CAFPF	2023	Versement mobilité ? Acct-Air de l'ADEME ? DSII ?	IRVE (bornes électrique) (nb, communes) Indicateurs bornes (puissance) Taux d'occupation (%)
2	CAFPF	2024-2026	DETR ? FEDER ? CEE ?	Abonnés (nb) Énergie délivrée par borne (kW) Recharges (nb)

#### Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Consommation d'énergie finale des transports (GWh)</li> <li>– Emissions de GES des transports (GWh)</li> <li>– Taux de couverture de la consommation énergétique finale des transports par les énergies renouvelables (%)</li> <li>– Consommation d'énergie par habitants (MW/hab)</li> <li>– Pouvoir de réchauffement global par habitant (PRG/hab)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Surface artificialisée (ha, %)</li> <li>– Emissions d'ondes électromagnétiques</li> <li>– Emissions de bruit du transport routier (db)</li> </ul>

## Développer l'attractivité des transports en commun

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe SE DEPLACER AUTREMENT	<b>Secteur ciblé</b>	<input type="checkbox"/> Résidentiel <input type="checkbox"/> Tertiaire <input checked="" type="checkbox"/> Transports <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Maîtrise de l'Énergie <input type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input checked="" type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Ménages <input checked="" type="checkbox"/> Entreprises <input type="checkbox"/> Associations <input type="checkbox"/> Agriculteurs <input checked="" type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

## Contexte

Selon le diagnostic du PCAET, les transports sont responsables de 35% des émissions de GES, de 48% des oxydes d'azote émis et de 16% des émissions de particules fines et très fines. Les transports collectifs (TC) sont à l'origine de 1,5% des émissions d'oxydes d'azote (source : PTRTE).

En 2019, la part modale des transports en commun était de 3% seulement, leur développement constitue donc un enjeu pour réduire la part modale des véhicules particuliers, majoritairement à l'origine des émissions. Ce développement doit passer par un renforcement de l'offre.

La conversion de la flotte en véhicules faibles émissions constitue un levier supplémentaire pour réduire l'atténuation du changement climatique, sachant qu'il est plus aisé de substituer les transports en commun que les véhicules particuliers car leur nombre est plus réduit et les décisions sur le secteur sont plus centralisées que pour la flotte particulière qui est sous la responsabilité des ménages.

## Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

1	Favoriser l'usage des transports collectifs (TC) pour les trajets domiciles-travail – déploiement de navettes dédiés à la desserte des zones d'emplois
2	Réhabilitation de la signalétique/mobilier urbain
3	Poursuite de la conversion de la flotte bus en véhicules faibles émissions (GNV/bioGNV, électriques...)

## Indicateurs, Calendrier &amp; budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1	CAFPF FORBUS EURODISTRICT		Versement mobilité ? Acct-Air de l'ADEME ? DSII ?	Fréquentation des TC (%) – part modale des TC -% – réduction de la consommation de carburant fossile – mesure évolution trafic auto
2	CAFPF FORBUS		DETR ? FEDER ?	Mobilier urbain (nb) - montant des travaux (€)
3	CAFPF ADEME REGION GE		CEE ? CLIMAXION ?	Bus à faibles émissions (nb, %)

## Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Consommation d'énergie finale des transports (GWh)</li> <li>– Emissions de GES des transports (GWh)</li> <li>– Evolution des temps de parcours en transports (heures)</li> <li>– Part modale des transports en commun dans le PTU (%)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Consommation d'énergie par habitant (MW/hab)</li> <li>– Part modale des déplacements domicile-travail (%)</li> <li>– Pouvoir de réchauffement global par habitant (PRG/hab)</li> </ul>

## Tendre vers une organisation de la mobilité plus durable

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe SE DEPLACER AUTREMENT	<b>Secteur ciblé</b>	<input type="checkbox"/> Résidentiel <input type="checkbox"/> Tertiaire <input checked="" type="checkbox"/> Transports <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Maîtrise de l'Énergie <input type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input checked="" type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Ménages <input checked="" type="checkbox"/> Entreprises <input type="checkbox"/> Associations <input type="checkbox"/> Agriculteurs <input checked="" type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

## Contexte

Les nouvelles motorisations (électriques, GNC, hydrogène...) entraînent des besoins différents d'infrastructures. Accompagner les habitants et entreprises dans le passage à de nouvelles énergies pour approvisionner leur véhicule dans une optique durable permet de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et d'envisager un approvisionnement en énergie locale.

L'ambition ici est d'augmenter les déplacements à vélo et à pieds, configurer des aménagements urbains avec une réflexion ambitieuse sur la mixité fonctionnelle des voiries, se servir des documents d'urbanisme règlementaires afin de maîtriser les opérations vertueuses du point de vue Air-Energie-Climat, développer l'urbanisation favorable aux mobilités actives, utiliser le levier de la commande publique pour favoriser la diffusion des bonnes pratiques dans les entreprises.

## Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

1	Faire une étude territoriale de conversion de flotte (Climaxion) permettant de lever des soutiens financiers pour l'ensemble des acteurs du territoire (Agglo et entreprises) lors de l'acquisition de véhicules lourds à faibles émissions : fret, déploiement d'une station multi-énergie pour les poids lourds (bioGNV / Hydrogène / Elec ) sur la CA » en complément de la station GNV publique déjà existante à Morsbach.
2	Faire une étude en parallèle pour une nouvelle offre de mobilité (Forbus)
3	Mettre une clause dans les AO de transport ou déplacements de la collectivité obligeant à proposer des solutions bas carbone – accompagner les communes et acteurs économiques qui souhaitent également l'intégrer dans leurs marchés

## Indicateurs, Calendrier &amp; budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1	CAFPF REGION GE ADEME AFTRAL GRDF		Versement mobilité ? Acct-Air de l'ADEME ? DSII ? DETR ? FEDER ? CEE ? CLIMAXION ?	Stations de recharges alternatives (nb) – Véhicules remplacés (nb) – consommation énergie fossile évitée (GWh) Bornes bioGNV et hydrogène (nb)
2	FORBUS	CAFPF		
5	CAFPF			Marchés passés avec des dispositions spécifiques liées aux enjeux climat-énergie (nb) – critères d'efficacité énergétique, d'analyse du cycle de vie, etc.

## Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Consommation d'énergie finale des transports (GWh)</li> <li>– Emissions de GES des transports (GWh)</li> <li>– Evolution des temps de parcours en transports (heures)</li> <li>– Part modale des mobilités douces dans le PTU (%)</li> <li>– Part modale des mobilités actives dans le PTU (%)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Consommation d'énergie par habitant (MW/hab)</li> <li>– Part modale des déplacements domicile-travail (%)</li> <li>– Pouvoir de réchauffement global par habitant (PRG/hab)</li> </ul>

## Limiter l'impact carbone lié aux déplacements des agents et des élus

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe SE DEPLACER AUTREMENT	<b>Secteur ciblé</b>	<input type="checkbox"/> Résidentiel <input type="checkbox"/> Tertiaire <input checked="" type="checkbox"/> Transports <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Maîtrise de l'Énergie <input type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input checked="" type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input type="checkbox"/> Ménages <input type="checkbox"/> Entreprises <input type="checkbox"/> Associations <input type="checkbox"/> Agriculteurs <input checked="" type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

### Contexte

L'exemplarité des autorités publiques constitue un levier de diffusion des pratiques vertueuses chez les autres acteurs du territoire, entreprises et ménages. Dans ce contexte, la collectivité cherche à réduire la consommation énergétique des déplacements de ses élus et agents.

L'objectif est ici de favoriser l'évolution et l'optimisation des pratiques de déplacement de son personnel et de ses représentants par leur sensibilisation et formation.

### Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

1	Sensibiliser et former les agents et élus à l'éco-conduite
2	Formations « Place à rendre aux mobilités actives dans l'espace public, piétons inclus »
3	Mettre en place une plateforme de covoiturage pour les partenaires venant en réunion à la CAFPF

### Indicateurs, Calendrier & budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1	CAFPF			Agents et élus sensibilisés (nb) – actions (nb)
2	CAFPF			Agents et élus formés (nb) – Formations dispensées (nb)
3	CAFPF			Agents utilisateurs (nb)

### Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Consommation d'énergie finale des transports des agents et élus (GWh)</li> <li>– Emissions de GES des transports (GWh)</li> <li>– Consommation d'énergie par habitant (MW/hab)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Part modale des déplacements domicile-travail (%)</li> <li>– Pouvoir de réchauffement global par habitant (PRG/hab)</li> </ul>

## Table des matières

<a href="#">Favoriser la santé environnementale sur le territoire</a> .....	14
<a href="#">Adapter l'activité agricole au changement climatique</a> .....	15
<a href="#">Reconquérir la biodiversité et utiliser les capacités régulatrices des sols</a> .....	16
<a href="#">Préserver la qualité et la quantité de ressources en eau</a> .....	17
<a href="#">Développer la prise en compte du changement climatique et de ses impacts dans la prévention et la gestion des risques naturels</a> .....	18

## Favoriser la santé environnementale sur le territoire

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe ADAPTER LE TERRITOIRE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET REDUIRE SA VULNERABILITE	<b>Secteur ciblé</b>	<input type="checkbox"/> Résidentiel <input type="checkbox"/> Tertiaire <input type="checkbox"/> Transports <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input type="checkbox"/> Maîtrise de l'Énergie <input type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input checked="" type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Ménages <input type="checkbox"/> Entreprises <input type="checkbox"/> Associations <input type="checkbox"/> Agriculteurs <input checked="" type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

## Contexte

Outre les effets sur la gestion de l'agriculture, de l'eau ou de l'urbanisme, le changement climatique pose de vraies problématiques sanitaires pour les collectivités territoriales. Les conditions climatiques plus extrêmes peuvent être dangereuse pour des franges de la population plus sensibles (personnes âgées par exemple), la modification du climat entraîne une modification des écosystèmes et donc l'aire de répartition des espèces.

Le changement climatique favorise la prolifération d'espèce invasive, comme l'ambrosie, les chenilles processionnaires, les tiques vectrices de la borréliose de Lyme, ... que l'on retrouve sur le territoire de la CAFPF. De plus, l'augmentation des températures induite par le changement climatique augmente sensiblement les concentrations de pollens dans l'atmosphère. La collectivité souhaite, au travers de cette action, approfondir sa connaissance des impacts du changement climatique sur les différents types de pollen, sur la propagation des maladies vectorielles transmises via les tiques, et sur l'impact des espèces invasives sur la santé (par exemple l'ambrosie). Ceci pourrait permettre de modifier la gestion des espaces verts au sein de la collectivité et d'organiser la lutte contre ses espèces. L'ambition ici est de faire en sorte que la collectivité anticipe les impacts sanitaires négatifs du changement climatique et commence à mettre en place des actions pour préserver la santé de sa population.

Ainsi la CAFPF est notamment engagé dans un 2<sup>e</sup> Contrat Local de Santé, afin de contribuer à la réduction de l'exposition des habitants aux risques sanitaires et nuisances.

## Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

1	Lutter contre les espèces végétales et animales nuisibles (chenilles processionnaires, ambrosie) et les nouveaux vecteurs de maladies (tiques...) liés au changement climatique, notamment par la mise en place de sessions de formation des agents, et de réseaux de sentinelles (FA25 CLS)
2	Surveillance et information vis-à-vis des pollens allergisants dont la progression est en partie liée au changement climatiques = dans le cadre du CLS FA24 (déploiement de capteurs, mise à disposition d'une application gratuite pour les usagers) (FA24 CLS)
3	Sensibiliser le jeunes les élèves des écoles primaires aux enjeux de la qualité de l'air, par la constitution de groupes de travail, la mise à disposition de capteurs Class'Air pour la mesure du CO2 et la mise en place de 2 à 3 actions de sensibilisation ludiques par an sur les temps scolaires ou périscolaires par le biais d'interventions en présentiel par ATMO Grand Est (FA26 CLS)
4	Accompagner les communes dans la réglementation sur la qualité de l'air intérieur (agent aggro mutualisé ?) (FA26 CLS), mesure de la qualité de l'air intérieur des bâtiments intercommunaux et communaux non concernés par la réglementation (siège, IFSI, conservatoire, etc.)
5	Sensibilisation à l'exposition aux polluants de la maison (produits chimiques → lien qualité de l'air intérieur mais aussi enjeu des perturbateurs endocriniens (FA23 CLS)

## Indicateurs, Calendrier &amp; budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1 Fredon Grand Est	CAFPF, DREAL, DRAAF, ARS, ATMO GE, CA57, Communes	Pluriannuelle / dès que possible / 2023	Financement ARS Grand Est sur la période 2021-2023 (actions sur l'ambrosie).	Interventions (nb, nb de participants)
2 ATMO Grand Est	CAFPF	Pluriannuelle / 2024 (année scolaire 2023-2024)	Financement ARS Grand Est dans le cadre du PRSE CAFPF : 3200 €/capteur, 980 € pour l'étude d'implantation, 4200 €/an d'abonnement, 300 €/an de maintenance.	Capteurs installés (nb, communes)
3 ATMO Grand Est	Etablissements scolaires	Pluriannuelle / dès que possible / 2023	Budget ATMO Grand Est	Actions sensibilisation (nb classes / d'écoles et d'élèves)
4 CAFPF Communes /	Communes,	2024		Bâtiments communaux respectant les exigences qualité de l'air intérieur (nb)
5 Mutualité Française	CAFPF	Ponctuelle / Dès que possible		Actions de sensibilisation (nb, nb de participants)

## Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Emissions de polluants atmosphériques (en t/an)</li> <li>- Concentration de polluants atmosphériques (microg/m3)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Espèces végétales et animales nuisibles ou invasives (nb, fréq.)</li> <li>- Population vivant dans des zones concernées par les dépassements des lignes directrices de l'OMS (nb habitants, %)</li> <li>- Concentrations atmosphériques de pollen (microg/m3)</li> </ul>

## Adapter l'activité agricole au changement climatique

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe ADAPTER LE TERRITOIRE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET REDUIRE SA VULNERABILITE	<b>Secteur ciblé</b>	<input type="checkbox"/> Résidentiel <input type="checkbox"/> Tertiaire <input type="checkbox"/> Transports <input checked="" type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input type="checkbox"/> Maîtrise de l'Énergie <input type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input checked="" type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input type="checkbox"/> Ménages <input type="checkbox"/> Entreprises <input type="checkbox"/> Associations <input checked="" type="checkbox"/> Agriculteurs <input type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

## Contexte

Couvrant 43% de la surface du territoire, l'agriculture représente un secteur à enjeu fort pour le territoire, aussi bien en termes d'économie (maintien de l'emploi agricole local, développement de la production locale), de santé (alimentation saine), mais aussi en matière de transition écologique, climatique et de qualité de l'air.

En effet, si le secteur agricole est la 1ère source de pollution à l'ammoniac (85% des émissions de ce polluant) sur le territoire de la CAFPF, et contribue à la pollution des eaux et des sols, il est aussi un moyen de compenser les émissions de gaz à effet de serre grâce au stockage du carbone dans les sols (prairies et cultures). Par ailleurs, le secteur agricole est très vulnérable au changement climatique et se présente alors un enjeu d'adaptation des cultures agricoles à cette transformation du climat, préserver la ressource en eau et lutter contre les espèces invasives.

La CAFPF est engagée dans le cadre d'un Plan Alimentaire Territoire, afin de renforcer le secteur agricole à l'échelle locale et favoriser le développement d'une production locale durable et de qualité.

## Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

1	Doter le territoire d'une stratégie agricole et alimentaire ( PAT, veille foncière, remembrement, aide à l'installation JA, maraîchers, maintien de l'élevage pour garantir la préservation des prairies permanentes (milieux stockant le carbone et permettant d'accueillir de la biodiversité)) – Proposer des diagnostics carbone et ammoniac auprès des exploitations avec élaboration de plans d'action (capteurs, campagne de mesures, etc.) - Accompagner les agriculteurs dans ces changements de pratique
2	Faciliter des partenariats entre associations et agriculteurs pour replanter des haies

## Indicateurs, Calendrier &amp; budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1 CAFPF PAT	CA57 (via formations aux agriculteurs - diagnostics) ATMO GE	Pluriannuelle / dès que possible / 2023	voir PAT / Formation Ch. Agri Possibilité de soutien financier via France Relance ou dispositif de rachat des tonnes carbonées des agriculteurs AERM (Agence de l'Eau Rhin-Meuse) : concernant paiement pour service environnementaux	Exploitations agricoles dédiés à l'élevage (nb, %), Surface de prairie (ha, %), Exploitations diagnostiquées/accompagnées (nb), Jeunes agriculteurs accompagnés et/ou installés (nb, % de communes)
2 Association HAIES	CAFPF/CA57	Ponctuelle / Dès que possible		Nombre de m de haies / d'arbres plantés - Nombre d'actions de sensibilisation

## Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Séquestration carbone des sols agricoles</li> <li>- Emissions de GES liés à l'artificialisation des sols</li> <li>- Emissions GES du secteur agricole</li> <li>- Emissions de polluants atmosphériques (ammoniac)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Surface agricole par activité, ex : prairie (ha, %)</li> <li>- Surface d'espace agricole artificialisé (ha/an)</li> <li>- Surface agricole certifiée Agriculture biologique et/ou Haute Valeur Environnementale (%)</li> <li>- Emissions de pesticides (t/an)</li> </ul>

## Reconquérir la biodiversité et utiliser les capacités régulatrices des sols

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe ADAPTER LE TERRITOIRE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET REDUIRE SA VULNERABILITE	<b>Secteur ciblé</b>	<input type="checkbox"/> Résidentiel <input type="checkbox"/> Tertiaire <input type="checkbox"/> Transports <input checked="" type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input type="checkbox"/> Maîtrise de l'Énergie <input type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input checked="" type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input type="checkbox"/> Ménages <input type="checkbox"/> Entreprises <input type="checkbox"/> Associations <input checked="" type="checkbox"/> Agriculteurs <input checked="" type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

## Contexte

Plusieurs espèces menacées, protégées ou tout simplement d'intérêt patrimonial sont présentes sur le territoire. La forêt présente un important réservoir de biodiversité qu'il convient de préserver. Certaines communes se démarquent par la présence d'espèces rares de chiroptères (chauves-souris) qui s'explique par l'existence de milieux naturels particuliers comme d'anciennes carrières couvertes. Le milieu agricole et la préservation de la biodiversité sont fortement liés sur le territoire. Les pratiques agricoles peuvent avoir des effets négatifs ou positifs sur la biodiversité en fonction du type de pratique. Les stocks de carbone dans les sols de l'agglomération s'élevaient à 1,32 tCO<sub>2</sub>/ha, 99,8% grâce aux forêts et 0,2% via les cultures. Par ailleurs, augmenter la végétation est une demande en milieu urbain et permet de stocker du carbone et donc de compenser localement une partie des émissions de gaz à effet de serre résiduelles. Ces actions de végétalisation permettront aussi de rendre le sol poreux pour absorber de l'eau, de développer la biodiversité, de réduire les îlots de chaleur, et d'influer sur la qualité de l'air. Les actions de végétalisation peuvent entrer dans le cadre des trames vertes et bleues, ou bien créer des corridors écologiques.

Dans le cadre de la résilience des zones urbaines face au changement climatique, il apparaît nécessaire de mobiliser les citoyens autour de projets collaboratifs et favorisant une végétalisation et une réappropriation forte des espaces.

## Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

1	Reforestation et végétalisation de friches, écoles, quartiers, sites de captage d'eau (ex : créer des micro-forêts sur Site Ste Barbe, sacraliser les espaces forestiers (ORE) pour maintenir la biodiversité et réamorcer les cycles de vie, encourager l'exploitation durable)
2	Participer à la création de zone de protection des espèces patrimoniales tel que du pélobate brun / crapaud brun, crapaud vert (Simon 1 et 2)

## Indicateurs, Calendrier &amp; budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1 Communes	ONF CAFPF SCOT VDR	2023	Financement de projet de reboisement par le CD57 Moselle Attractivité	Longueur de haies d'arbres plantés (m), Surface forestière certifiée (ha, %), Surface végétalisée du projet (m <sup>2</sup> , %)
2 Gecneal et/ou autres associations	Porteur de projet où est située la zone créée CAFPF	2023		Projets prévoyant des zones de protection (nb, par commune) Surface de zone de protection (ha, %)

## Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Séquestration carbone des sols des milieux naturels (t, %)</li> <li>- Emissions de GES liés à l'artificialisation des sols naturels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Surface d'espace naturel et forestier (ha, %)</li> <li>- Surface d'espaces protégés (ha, %)</li> <li>- Surface d'espace naturel et forestier artificialisés (ha, %)</li> <li>- Surface désimperméabilisée (ha, %)</li> <li>- Population d'espèces patrimoniales par espèce (nb)</li> </ul>

## Fiche-Action

### Préserver la qualité et la quantité de ressources en eau

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe ADAPTER LE TERRITOIRE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET REDUIRE SA VULNERABILITE	<b>Secteur ciblé</b>	<input type="checkbox"/> Résidentiel <input type="checkbox"/> Tertiaire <input type="checkbox"/> Transports <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input type="checkbox"/> Maîtrise de l'Énergie <input type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input checked="" type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input type="checkbox"/> Ménages <input type="checkbox"/> Entreprises <input type="checkbox"/> Associations <input type="checkbox"/> Agriculteurs <input checked="" type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

#### Contexte

Le changement climatique nécessite que le territoire s'adapte à la raréfaction de la ressource en eau. En effet, les épisodes de sécheresse seront de plus en plus fréquents, et de plus en plus étendus dans le temps, durant la période estivale, tandis que le cumul de précipitations restera relativement stable sur l'année mais avec des épisodes d'orages violents et des pluies abondantes. Par ailleurs, la ressource et les milieux aquatiques sur le territoire font l'objet de diverses pressions (prélèvement pour l'eau potable et activités économiques, rejets et pollutions des activités). Ces pressions se traduisent notamment par la dégradation de la qualité des eaux. En effet, le territoire de la CAFPF comprend 4 masses d'eau superficielles, dont 1 est en mauvais état (Rosselle) et 3 en état moyen (Moderbach) à médiocre (Lixing, Altwiesenbach). Le territoire de la CAFPF est aussi couvert par le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) du Bassin Houiller, qui fixe 3 enjeux principaux : préserver et restaurer les milieux, améliorer la qualité des ressources, et appréhender la remontée de nappe.

La CAFPF est un acteur clé dans le domaine de l'eau. En effet, elle dispose notamment de la compétence GEMAPI (gestion des eaux, milieux aquatiques et inondations) depuis 2018, qu'elle assure sur le bassin versant de la Sarre (le ruisseau de Lixing, l'Altwiesenbach et le Moderbach), l'exercice de la compétence sur le bassin versant de la Rosselle étant délégué au Syndicat Intercommunal d'Entretien et d'Aménagement de la Rosselle (SIEAR). Par ailleurs, la CAFPF est également compétente en matière d'assainissement, depuis de nombreuses années de manière partielle (transport et traitement uniquement) et en matière de gestion des eaux pluviales depuis 2020. Dans l'optique de contribuer aux enjeux du SAGE, la CAFPF a mis en place un Contrat Territorial Eau Climat (CTEC) visant notamment la préservation des milieux et l'adaptation au changement climatique, les économies d'eau et la reconquête de la biodiversité.

#### Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

1	Restaurer et maintenir les milieux humides (compétence GEMAPI – axe 3 du CTEC)
2	Intégrer l'eau dans les aménagements (valoriser et gestion des eaux pluviales à la parcelle, optimisation arrosage, noues d'infiltration, etc.) – axe 1 du CTEC
3	Récupérer les eaux usées de la piscine Jean Éric BOUSCH – axe 2 du CTEC et réutiliser l'eau en sortie de STEP pour lavage de la voirie, arrosage, etc.

#### Indicateurs, Calendrier & budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1 CAFPF	SIEAR SAGE BH	2023		Cours d'eau restaurés (m ou km) Zones humides restaurées (m <sup>2</sup> )
2 CAFPF	Communes	2023		Projets d'aménagements intégrant des enjeux Eau (nb, par commune)
3 CAFPF	Communes	2023		Quantité d'eaux usées valorisées (m3), Quantité d'eau potable économisée (m3)

#### Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Séquestration carbone des sols des milieux humides (t, %)</li> <li>– Emissions de GES liés à l'artificialisation des sols (t, %)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Surface de zones humides (ha, %)</li> <li>– Surface de zones humides artificialisés (ha, %)</li> <li>– Prélèvement en eau (m3) ou état quantitatif des masses d'eau</li> <li>– Etat qualitatif des masses d'eau</li> </ul>

## Fiche-Action

### Développer la prise en compte du changement climatique et de ses impacts dans la prévention et la gestion des risques naturels

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe ADAPTER LE TERRITOIRE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET REDUIRE SA VULNERABILITE	<b>Secteur ciblé</b>	<input type="checkbox"/> Résidentiel <input type="checkbox"/> Tertiaire <input type="checkbox"/> Transports <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input type="checkbox"/> Maîtrise de l'Énergie <input type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input checked="" type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input type="checkbox"/> Ménages <input type="checkbox"/> Entreprises <input type="checkbox"/> Associations <input type="checkbox"/> Agriculteurs <input checked="" type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

#### Contexte

En ce qui concerne les risques sur le territoire, le diagnostic du PCAET a pu mettre en évidence que le territoire de la CAFPF est concerné par :

- Une hausse des températures déjà observée (+0,3 C)
- Des vagues de chaleur plus fréquentes et sévères, qui vont s'aggraver à l'horizon 2100
- Une population particulièrement vulnérable à la chaleur avec un double phénomène de vieillissement de la population et de desserrement des ménages et donc un isolement croissant de personnes fragiles face aux conséquences du changement climatique
- 57 arrêtés de catastrophes naturelles depuis 1982
- La quasi-totalité du territoire concernée par des risques de mouvements de terrain moyens (18 communes)
- La zone la plus peuplée (Nord) est très concernée par :
  - Un risque inondation fort (5 communes)
  - Un risque de remontée de nappe (7 communes)

Le changement climatique aggravera les risques naturels sur le territoire. Ainsi il apparaît indispensable de développer la prise en compte du changement climatique et de ses impacts dans la prévention et la gestion des risques naturels sur le territoire. L'objectif est donc :

- D'assurer une surveillance sanitaire des personnes âgées et/ou en situation d'isolement, afin de limiter l'impact du changement climatique.
- D'améliorer la culture du risque des citoyens en :
  - Rendant visible le risque (ex : repère de crues pour le risque inondation, cartographie des îlots de chaleur urbains...)
  - Communiquant sur les bonnes pratiques à adopter, en période d'alerte (tempête, orages, canicules, pics de pollution...) via l'ensemble des canaux (panneaux à message variable, envoi de SMS sur inscription...)
- D'expérimenter des dispositifs de gestion de crise : barriérage, panneaux d'alerte commandés à distance, etc.
- De faire connaître et actualiser à une fréquence régulière les dispositifs de gestion de crise existant (Plan communal de sauvegarde, Plans particuliers d'intervention...)
- D'exploiter et développer l'utilisation du registre des personnes vulnérables

#### Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

1	Prévenir le risque de feu de forêt et organiser les moyens de lutte
2	Prévenir les risques liés à l'eau (inondation et remontée de nappe) et agir pour en limiter les conséquences (PAPI ?)
3	Prévenir le risque de retrait-gonflement des argiles, avoir une approche prospective pour une meilleure déclinaison dans les documents d'urbanisme et identifier les zones et infrastructures sensibles (habitations, zones d'activités, voiries, etc.)
4	Prévenir les fortes chaleurs et agir pour en limiter les impacts sanitaires (accompagner les personnes les plus vulnérables et sensibles, privilégier les matériaux et revêtements avec un albédo élevé lors des projets d'aménagement, etc.)

#### Indicateurs, Calendrier & budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1 Commune	CAFPF, SCOT VDR, SDIS, ONF	2023		Actions engagées (nb, types) Plans Communaux de Sauvegarde accompagnés (nb, communes) réalisés ou révisés Actions de sensibilisation (nb, nb participants) Projets d'aménagement prenant en compte des enjeux liés à la chaleur (nb, communes)
2 Commune	CAFPF, SCOT VDR, SAGE	2023		
3 Commune	CAFPF, SCOT VDR	2023		
4 Commune	CAFPF, SCOT VDR	2023		

#### Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Canicules et/ou vagues de chaleur (°C, nb de jour)</li> <li>- Episodes de fortes pluies (mm, nb de jour)</li> <li>- Séquestration carbone des milieux artificialisés (espaces verts..) (t, %)</li> <li>- Emissions de GES liés à l'artificialisation des sols (t, %)</li> <li>- PRG par habitant (t)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Arrêtés de catastrophes naturelles par type (nb)</li> <li>- Population exposées aux risques naturels par type (nb hab)</li> <li>- Surface végétalisée (ha, %)</li> <li>- Densité (hab/km<sup>2</sup>)</li> <li>- Population exposée aux risques liés à la chaleur (nb hab)</li> </ul>

## Table des matières

<a href="#">Lutter contre le gaspillage et valoriser les déchets alimentaires dans les cantines scolaires</a> .....	20
<a href="#">Economie circulaire</a> .....	21
<a href="#">Développer la prévention et la valorisation des déchets</a> .....	22
<a href="#">Promouvoir l’agriculture locale et durable – tendre vers l’autonomie alimentaire du territoire</a> .....	23

## Lutter contre le gaspillage et valoriser les déchets alimentaires dans les cantines scolaires

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe RECUPERER, REUTILISER ET REPARER	<b>Secteur ciblé</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Résidentiel <input checked="" type="checkbox"/> Tertiaire <input type="checkbox"/> Transports <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input type="checkbox"/> Maîtrise de l'Énergie <input type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input checked="" type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input checked="" type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Ménages <input checked="" type="checkbox"/> Entreprises <input type="checkbox"/> Associations <input type="checkbox"/> Agriculteurs <input checked="" type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

## Contexte

En septembre 2021, la CAFPF a engagé la mise en œuvre d'un Projet Alimentaire de Territoire (PAT). Celui-ci vise plusieurs objectifs, à savoir : l'amélioration de l'approvisionnement de la restauration collective en produits de proximité, de qualité et durables, l'amélioration de l'accessibilité des habitants à une alimentation de qualité, la lutte contre la précarité alimentaire, le développement de l'éducation à l'alimentation, le développement d'une politique de lutte contre le gaspillage alimentaire. Le dispositif « Classes du goût » piloté et financé par la DRAAF permet d'enrichir les connaissances des enfants quant à la diversité des aliments mais également de les inviter à mieux identifier leurs ressentis et leurs préférences alimentaires. Le fait de s'approprier un pouvoir de décision sur son alimentation favorise des changements comportementaux durables (tel que la diminution du gaspillage alimentaire).

L'objectif est que l'ensemble de ces professionnels puissent monter en compétence dans l'approche sensorielle de l'alimentation puis animer des séances afin que les enfants bénéficient, à tous les niveaux de leur prise en charge éducative, d'une sensibilisation à l'éducation au goût et à l'alimentation. Cette formation serait l'occasion de favoriser la connaissance des modes de production et la découverte de notre patrimoine alimentaire local.

A la faveur du plan France Relance et du PAT, de nombreux jardins partagés ont émergé sur le territoire. Outil de sensibilisation à la nutrition, les jardins partagés sont un terrain de jeu privilégié. Ainsi quelques actions ont déjà été mises en œuvre par les centres sociaux et/ou associations en charge des jardins partagés visant à la fois les adhérents, familles, enfants, mais également les structures d'accompagnement type IME, MAS, ESAT, CADA ou encore certaines écoles situées à proximité des jardins (ex. plantation de courgettes et potirons avec les élèves de l'école du Bruch, confection d'une soupe de saison avec les légumes récoltés dans le jardin partagé pour les habitants et écoliers au foyer du Bruch). Par ailleurs, la CAFPF est engagée dans un 2e Contrat Local de Santé, qui contribue notamment à développer des actions favorisant l'alimentation saine.

## Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

1	Proposer la mise en place d'une commission Menu en associant notamment les enfants à l'élaboration des menus pour une meilleure acceptation et les former sur les aliments notamment via les Ateliers participatifs (ex atelier « de la graine au légume ») animés par les Jardins Partagés et conventionner avec la CA57 pour la rédaction des marchés publics relatifs à la restauration scolaire
2	Former les accompagnateurs et animateurs pour encourager les enfants à goûter et découvrir – Former les cuisiniers à travailler les aliments à destination des enfants (FA17 CLS)
3	Développer une filière de valorisation des déchets alimentaires (par exemple : via développement du compost dans les écoles où il y a un jardin, via le Projet de la Rêverie de développement d'un système de récupération des déchets alimentaires en vélo cargo)
4	Proposer la mise en place d'une politique de lutte contre le gaspillage alimentaire au sein de la restauration scolaire avec notamment la mise en place de pesées (FA18a CLS)
5	Développer des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire dans les commerces en référençant les commerces qui revendent à bas coût les invendus au lieu de les jeter

## Indicateurs, Calendrier &amp; budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1	CAFPF Communes, CA57 Associations			Commissions Menu avant-après sur le territoire (nb) et déploiement sur le nombre de cantines (nb, %, communes)
2	DRAAF Education nationale Communes Jardins partagés Associations locales CAFPF	Pluriannuelle / A partir de la signature du CLS	Coût de la formation Interventions de Jardins Partagés ou d'associations pour animer dans les écoles DRAAF pour la formation « Classes du goût » ARS / Région pour interventions dans les écoles Régime Local d'Assurance Maladie CAFPF pour la logistique	Personnel encadrants/animateurs/cuisiniers formés (nb, %) et cantines formées à la pesée (nb, %, communes)
3	CAFPF GRDF – association GREEN PHENIX			Part des déchets alimentaires valorisés (%) – Projets de valorisation (nb)
4	CAFPF PAT et CLS Etablissements scolaires, Communes, Services périscolaires, Jardins partagés et autres associations, Cnam-ISTNA	Pluriannuelle / A partir de la signature du CLS	Coût d'une malle = 2500 €. Coût estimatif d'une formation IREPS = 600 €/participants soit 9000 € pour un groupe de 15 personnes. RLAM (éventuels frais d'intervention diététicienne)	Réduction des quantités gaspillées dans les cantines/péri (kg ; %)
5	CAFPF CMA 57		Convention de partenariat de type Eco-Défis (budget à définir)	Commerçants répertoriés (nb) Invendus (type, quantité kg)

## Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Consommation d'énergie du secteur déchets (GWh)</li> <li>– Emissions de GES du secteur déchets (en tCO2e)</li> <li>– Emissions de polluants atmosphériques du secteur déchets (t)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Production de déchets, totale, par type, par habitant (t ou kg)</li> </ul>

## Fiche-Action

### Economie circulaire

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe RECUPERER, REUTILISER ET REPARER	<b>Secteur ciblé</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Résidentiel <input checked="" type="checkbox"/> Tertiaire <input type="checkbox"/> Transports <input checked="" type="checkbox"/> Agriculture <input checked="" type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input type="checkbox"/> Maîtrise de l'Energie <input type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input checked="" type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input checked="" type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Ménages <input checked="" type="checkbox"/> Entreprises <input type="checkbox"/> Associations <input checked="" type="checkbox"/> Agriculteurs <input type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

#### Contexte

L'économie circulaire peut se définir comme un système économique d'échange et de production qui, à tous les stades du cycle de vie des produits (biens et services), vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement tout en développant le bien être des individus.

#### Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

1	Création d'une « matériothèque » = magasin de réemploi des matériaux de construction (suite à démolition)
2	Convention avec la CMA autour du dispositif d'accompagnement des artisans dans la transition écologique (annuaire des artisans engagés dans des démarches de réparation, de lutte contre l'obsolescence programmée, etc.)
3	Mettre en place des ateliers de réparations/ recyclerie / Repair'Café

#### Indicateurs, Calendrier & budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1	VIVEST Bailleurs sociaux Entreprises BTP			Adhérents (grand public y compris, nb) Partenariats développés (nb)
2	CAFPF CMA57			Labellisés repar'acteurs (CMA57) (nb) Labels éco-défis (nb)
3	CAFPF VIVEST REPAIR'CAFE			Objets réceptionnés et redistribués (nb) Déchets réemployés (kg, t) - Déchets déchèterie et recyclerie (kg, t)

#### Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consommation d'énergie du secteur déchets (GWh)</li> <li>- Emissions de GES du secteur déchets (en tCO2e)</li> <li>- Emissions de polluants atmosphériques du secteur déchets (t)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Production de déchets, totale, par type, par habitant (t ou kg)</li> </ul>

## Fiche-Action

### Développer la prévention et la valorisation des déchets

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe RECUPERER, REUTILISER ET REPARER	<b>Secteur ciblé</b>	<input type="checkbox"/> Résidentiel <input type="checkbox"/> Tertiaire <input type="checkbox"/> Transports <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input type="checkbox"/> Maîtrise de l'Énergie <input type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input checked="" type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input checked="" type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Ménages <input checked="" type="checkbox"/> Entreprises <input type="checkbox"/> Associations <input type="checkbox"/> Agriculteurs <input checked="" type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

#### Contexte

L'habitant moyen de la CAFPF produit annuellement 647 kg de déchets. 42% de ces déchets sont triés, ce qui est supérieur à la moyenne nationale. On compte également sur le territoire 6 déchetteries intercommunales et une unité de méthanisation. La CAFPF est compétente en matière de collecte et de traitement des DMA. Depuis 2002, elle a transféré la partie transport et traitement au SYDEME. L'intégralité du parc de camions affectés à la collecte est en mesure d'identifier et de peser individuellement à chaque levée l'ensemble des bacs présentés à la collecte. La collecte de verre en AV est de 24,88 kg/hab et celle des fibreux de 15,22 kg/hab en 2019.

#### Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

1	Créer une "police déchets intercommunale" et inciter au civisme en matière de prévention des déchets (sensibilisation mais également sanctions, surveillance via des ambassadeurs de tri, affiches rappelant sanctions pour dépôts sauvages, campagne STOP PUB, guide de bonnes pratiques, autocollant sur PAV pour inciter à déposer les objets en bon état à Emmaüs etc.)
2	Promotion et développement du compostage individuel et en pied d'immeuble (création d'emploi pour s'occuper des composteurs)
3	Open Data - Communiquer sur tonnage verre/papier déposer dans les PAV + % d'erreur de tri et conséquences financières + données relatives à gestion DMA sur le site internet de la CAFPF

#### Indicateurs, Calendrier & budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1	CAFPF SYDEME			Actions réalisées par les ambassadeurs du tri ou la police déchets (nb) Sanctions (nb, €)
2	CAFPF SYDEME			Composteurs individuels et en pied d'immeuble (nb)
3	CAFPF SYDEME			Indicateurs PLPDMA - Tonnage déchets (kg ou t/hab/an) et tonnage déchets évités (kg ou t/hab/an)

#### Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Emissions de GES du secteur déchets (en tCO2e)</li> <li>- Séquestration de carbone sur le territoire (en tCO2e)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Production de déchets, totale, par type, par habitant (t ou kg)</li> </ul>

## Fiche-Action

### Promouvoir l'agriculture locale et durable – tendre vers l'autonomie alimentaire du territoire

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe RECUPERER, REUTILISER ET REPARER	<b>Secteur ciblé</b>	<input type="checkbox"/> Résidentiel <input type="checkbox"/> Tertiaire <input type="checkbox"/> Transports <input checked="" type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input type="checkbox"/> Maîtrise de l'Énergie <input type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input checked="" type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input checked="" type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input type="checkbox"/> Ménages <input type="checkbox"/> Entreprises <input type="checkbox"/> Associations <input checked="" type="checkbox"/> Agriculteurs <input type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

#### Contexte

Sur les 139,1 km<sup>2</sup> de surface totale sur le territoire de la CAFPF, 71% sont occupés par des surfaces agricole et naturelle, bien que la collectivité soit plus urbanisée (28%) que la moyenne départementale et régionale. Avec 4 600 ha de SAU, les terres agricoles occupent 43% du territoire, ce qui en fait le premier secteur en termes de surface. Il s'agit principalement de prairies (52% de la SAU), destinées à l'élevage bovin et de grandes cultures céréalières (25% de la SAU). 29% des 4 600 ha de SAU sont exploités en bio, ce qui est largement supérieur à la moyenne départementale ou nationale.

En termes d'autonomie massive, le territoire de l'agglomération pourrait être autonome à hauteur de 14 %. Avec de fortes disparités entre les productions. Cette autonomie est purement théorique. En effet, peu de productions sont écoulées localement. Trois productions ne sont pas représentées sur le territoire, mais aussi en Moselle. Ambitionner une augmentation d'autonomie conséquente pour la viande de volaille et de porc, les œufs et les fruits et légumes n'est pas envisageable.

En France, pour nourrir un habitant, il faut théoriquement 0,5 ha. Ainsi, sur le territoire de l'agglomération, les exploitations ne peuvent nourrir « que » 12 142 habitants (soit 16 % de la population). L'autonomie maximale est donc de 16 %, et celle escomptée est de 14 %. On ne peut donc viser une autonomie totale à l'échelle du territoire de Forbach, mais il serait envisageable de travailler en synergie avec d'autres territoires moins denses et d'encourager les agriculteurs à s'orienter vers les circuits courts. L'objectif consiste à permettre à tous d'avoir accès à une alimentation saine et durable, à contribuer à inscrire l'agriculture dans la transition écologique et énergétique, ainsi qu'à soutenir des actions de sensibilisation et d'éducation en faveur d'une évolution des comportements alimentaires.

#### Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

1	Développer les points de vente en circuit court : accompagner le développement d'AMAP, de marchés paysans, de points de vente de producteurs, marché couvert, etc.
2	Promouvoir les acteurs de proximité et développer des partenariats entre associations, producteurs locaux et OT (notamment en communiquant sur l'annuaire MOSL ATTRACTIVITE)
3	Développer les circuits courts pour l'approvisionnement de la Restauration Collective (RC), Hors Domicile (RHD) et scolaire - Identifier et cartographier le nombre de repas et les volumes consommés, identifier contraintes juridiques, financières, organisationnelles des établissements pour l'approvisionnement, état des lieux qualitatif et quantitatif de la production agricole
4	Faciliter la mise en relation des personnes qui ont des terrains non exploités avec les personnes qui souhaitent créer des jardins partagés – mettre à disposition des terrains pour créer des jardins partagés
5	Soutenir les producteurs dans leur investissement pour l'achat de matériels et équipements permettant la transformation à la ferme (attention concurrence métiers de l'artisanat ex. : boucherie)

#### Indicateurs, Calendrier & budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1 CAFPF PAT	CA57			Points de vente en circuit (nb)
2 CAFPF PAT	OT CA57			Partenariats association/ producteur (nb)
3 CAFPF PAT	RC, RHD Communes CA57			Surface en agriculture bio/CC (ha) Produits issus de l'agriculture locale introduit dans les repas de la RC ; RHD, RS (nb, %)
4 CAFPF	Communes			Jardins partagés (ha, nb) Terrains communaux mis à disposition de la production maraichère (exploitations agricoles et/ou régie) (nb, ha)
5 CAFPF DEVECO	CA57 CMA57			Montant des investissements soutenus (€)

#### Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Emissions de GES du secteur agricole (en tCO<sub>2</sub>e)</li> <li>– Séquestration de carbone sur les terres agricoles (en tCO<sub>2</sub>e)</li> <li>– Part de la population vivant dans des zones concernées par les dépassements des lignes directrices de l'OMS (%)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Surface dédiée aux espaces agricoles (ha)</li> <li>– Surface dédiée aux espaces naturels et forestiers (ha)</li> <li>– Réservoirs de biodiversité (ha)</li> <li>– Part du territoire faisant l'objet d'une protection forte en matière de biodiversité (%)</li> </ul>

## Table des matières

<a href="#"><u>Favoriser la gouvernance autour du PCAET et l'éco exemplarité de la collectivité</u></a> .....	25
<a href="#"><u>Promouvoir un urbanisme et aménagement durables du territoire</u></a> .....	26
<a href="#"><u>Sensibiliser et communiquer auprès de l'ensemble des acteurs du territoire</u></a> .....	27

## Fiche-Action

### Favoriser la gouvernance autour du PCAET et l'éco exemplarité de la collectivité

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe ANIMER LES TRANSITIONS	<b>Secteur ciblé</b>	<input type="checkbox"/> Résidentiel <input type="checkbox"/> Tertiaire <input type="checkbox"/> Transports <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input type="checkbox"/> Maîtrise de l'Énergie <input type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input type="checkbox"/> Ménages <input type="checkbox"/> Entreprises <input type="checkbox"/> Associations <input type="checkbox"/> Agriculteurs <input checked="" type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

#### Contexte

La CAFPF réalise son Plan Climat Air Energie Territorial. Cette démarche s'inscrit dans le temps et doit perdurer. De plus il doit impliquer l'ensemble des acteurs du territoire. Cette action vise à ce que ce dernier soit réalisable par la collectivité, et que l'ensemble des habitants et des acteurs du territoire soient impliqués dans sa réalisation. Elle vise aussi à ce que les résultats du plan climat soient suivis.

La réalisation d'un Plan Climat Air Energie Territorial nécessite l'implication de tous, les instances publiques, les chambres consulaires, etc., mais également des parties prenantes du territoire et des citoyens. La CAFPF doit donc communiquer sur les actions qu'elle réalise, sensibiliser les acteurs du territoire aux enjeux du développement durable et éduquer la nouvelle génération aux enjeux du changement climatique. Dans ce cadre, la CAFPF souhaite s'engager dans une démarche de labellisation.

#### Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

1	Reprise du dossier Labellisation du Programme Territoire Engagé Transition Ecologique – ex Cit'Ergie et Economie Circulaire
2	Mettre en place une gouvernance PCAET avec les communes et les partenaires
3	Mettre en place un suivi et une évaluation des indicateurs du PCAET

#### Indicateurs, Calendrier & budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1 CAFPF	ADEME	2023		Engagement dans la démarche TETE, Niveau de labellisation obtenu
2 CAFPF	Communes Partenaires	2023		Nombre de réunions de gouvernance PCAET (Comité de pilotage, commissions...)
3 CAFPF	REGION GE, DDT57, ADEME	2023		Tableau des indicateurs actualisé, Budget consommé sur les actions PCAET, Rapport d'évaluation à mi-parcours, Rapport d'évaluation finale

#### Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Consommation d'énergie totale, par type d'énergie et par secteur (GWh, évolution annuelle)</li> <li>– Production d'énergie renouvelable et de récupération totale, par type d'énergie (GWh, évolution annuelle)</li> <li>– Emissions de GES totales, par secteur (teqCO<sub>2</sub>, évolution annuelle)</li> <li>– Séquestration carbone totale, par milieux (tCO<sub>2</sub>, évolution annuelle)</li> <li>– Emissions de polluants (selon les polluants) totales et par secteur (t, évolution annuelle)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Surface par type d'occupation des sols (ha, évolution annuelle)</li> </ul>

## Promouvoir un urbanisme et aménagement durables du territoire

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe ANIMER LES TRANSITIONS	<b>Secteur ciblé</b>	<input type="checkbox"/> Résidentiel <input type="checkbox"/> Tertiaire <input type="checkbox"/> Transports <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input type="checkbox"/> Maîtrise de l'Énergie <input type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input type="checkbox"/> Ménages <input type="checkbox"/> Entreprises <input type="checkbox"/> Associations <input type="checkbox"/> Agriculteurs <input checked="" type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

## Contexte

La vulnérabilité du territoire face aux changements climatiques est plus marquée en milieu urbain (notamment face aux effet d'îlot de chaleur urbain). Ainsi se servir des documents d'urbanisme règlementaires, penser les aménagements urbains favorables à la santé et à la biodiversité sont autant de mesure d'adaptation au changement climatique.

## Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

1	Accompagner les communes dans la révision/modification/élaboration de leur document d'urbanisme et leur faire des préconisations sur une meilleure prise en compte : <ul style="list-style-type: none"> <li>- des déplacements/flux multimodaux dans leurs futurs aménagements (ZAC, zones d'activités, etc.),</li> <li>- de la vulnérabilité climatique du territoire (identifier et préconiser les techniques disponibles et les types de matériaux qui permettraient de limiter l'imperméabilisation et de faciliter la gestion et infiltration des EP, les types de revêtements réfléchissants notamment pour les toitures terrasses si elles ne sont pas végétalisées, utilisation de matériaux durables, orientation des constructions, végétalisation, constructions bioclimatiques ),</li> </ul>
2	Agir sur les formes urbaines (concilier densité et qualité de vie, pour recréer une ventilation naturelle, éco quartiers, etc.)
3	Accompagner les porteurs de projet en amont des dossiers ADS, identifier une personne ressource pour fournir des conseils aux pétitionnaires en amont de leur projet (via stagiaire?)

## Indicateurs, Calendrier &amp; budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1 Communes	CAFPE, SCOT VDR	2023		PLU intégrant les enjeux biodiversité et milieux naturels (nb, et communes) PLU intégrant les enjeux Eau (nb, et communes) PLU communaux prenant en compte des enjeux liés à la chaleur (nb, communes) PLU intégrant les enjeux Mobilité (nb, communes) PLU intégrant les enjeux Vulnérabilité (nb, communes)
2 Commune	CAFPE, SCOT VDR	2023		Ecoquartiers (nb), surface végétalisée en zone urbaine
3 Commune	CAFPE, SCOT VDR	2023		Pétitionnaires accompagnés (nb, communes)

## Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
-	-

## Fiche-Action

Sensibiliser et communiquer auprès de l'ensemble des acteurs du territoire

<b>AXE STRATEGIQUE</b>	Axe ANIMER LES TRANSITIONS	<b>Secteur ciblé</b>	<input type="checkbox"/> Résidentiel <input type="checkbox"/> Tertiaire <input type="checkbox"/> Transports <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/> Branche énergie
<b>OBJECTIFS STRATEGIQUES</b>	<input type="checkbox"/> Maîtrise de l'Energie <input type="checkbox"/> Production d'énergies renouvelables <input type="checkbox"/> Réduction des émissions atmosphériques <input type="checkbox"/> Adaptation au changement climatique <input type="checkbox"/> Séquestration carbone <input type="checkbox"/> Transition écologique	<b>Acteurs ciblés</b>	<input type="checkbox"/> Ménages <input type="checkbox"/> Entreprises <input type="checkbox"/> Associations <input type="checkbox"/> Agriculteurs <input type="checkbox"/> Collectivité/Admin.

### Contexte

### Descriptif Etapes et objectifs opérationnels

1	Développer des actions d'information en direction des écoles (primaires à universitaires) sur thèmes de <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'énergie</li> <li>- L'environnement,</li> <li>- L'agriculture durable</li> <li>- La biodiversité (ex promouvoir ou promouvoir les espaces en "laisser-pousser", les accompagner d'un panneau explicatif, ciné-débat « Mission régénération » cf. Association Unis pour la Terre – Nadine FORTE</li> <li>- Du cycle de l'eau – axe 1 du CTEC</li> <li>- L'économie circulaire</li> <li>- Les déchets</li> <li>- La transitions écologique</li> </ul>
2	Organiser des ateliers/formations à destination du grand public, élus, agents (thèmes identiques que les scolaires)

### Indicateurs, Calendrier & budget

Pilote	Partenaires	Calendrier	Budget	Indicateurs
1	CAFPP Etablissements scolaires Communes Associations			Actions d'information dans les écoles (nb, nb d'élèves ou de classes)
2	CAFPP Communes Associations			Actions de sensibilisation (nb, nb participants)

### Indicateurs d'impact

Climat-air-énergie	Environnement (EES)
-	-